

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.

PÓLROZCZNIENIE..... 16 fr.

ROZCZNIENIE..... 30 fr.

Zagranicą:

ROZCZNIENIE..... 32 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 8 fr.

SIX MOIS..... 16 fr.

UN AN..... 30 fr.

Etranger:

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

L'AVEU DE VON SEEKT

Sommés par les Alliés, les Allemands ont fourni, à Spa, des détails importants sur l'armement détenu encore par l'Allemagne et sur le nombre des effectifs répartis sur tout le territoire du Reich.

Des chiffres fournis par le général von Seeckt, il résulte qu'un million de fusils environ est en possession des soldats allemands (Sicherheitswehr: 117.000, Einwohnerwehr: 600.000, Reichswehr: 200.000), que deux autres millions « ont disparu », ce qui veut dire qu'ils sont restés entre les mains de la population, que plus de 10.000 mitrailleuses et plus de 2.500 canons se trouvent à la disposition du gouvernement allemand et de la caste militaire allemande.

Mais ce n'est pas tout.

Le gouvernement allemand possédait encore d'énormes quantités d'armes et de bouches à feu qui avaient été prises aux Russes.

Où sont-elles ?

Le général von Seeckt « ne sait pas ce que l'on en a fait », mais l'astucieux von Simons s'efforce de réparer la gaffe du général en disant « qu'elles ont été distribuées entre les alliés de l'Allemagne, la Turquie et la Bulgarie ». Ces dires, il ne les a pas confirmés par aucune preuve, par le moindre document.

Tout ce formidable armement est donc toujours détenu par l'Allemagne et, bien entendu, soigneusement dissimulé.

Il va de la paix et de la sécurité de la France de dé-

couvrir les arsenaux cachés et de les vider. Tant que ce formidable matériel de guerre ne sera pas arraché, de gré ou de force, aux griffes des Prussiens, la paix ne sera qu'une courte trêve. La menace d'une nouvelle conflagration mondiale restera toujours suspendue à l'horizon de l'Europe. Faut-il encore une autre preuve que l'aveu cynique du « Vorwärts »: « Peu importe qu'on nous laisse cent mille ou deux cent mille hommes, cela n'a aucun intérêt d'actualité, car un jour viendra bien où nous résoudreons cette question dans le sens qui nous plaira ».

Si telle est l'opinion des socialistes allemands il est facile de deviner ce que pensent les autres partis allemands, les pangermanistes et les junkers.

Il est permis d'affirmer que le matériel « disparu » est en grande partie dissimulé entre leurs mains. On n'ignore pas qu'ils ont établi leur état-major en Prusse Orientale où sont enterrés les armements que M. Lloyd George cherche en vain à Berlin.

C'est à Königsberg qu'il faut désarmer l'Allemagne. C'est en Prusse Orientale qu'il faut aller détruire le nid du militarisme prussien.

Toutes les « Sicherheitswehr », « Sicherheitspolizei », « Einwohnerwehr », « Reichswehr », « Stosstruppen », « Heimatsbund », « Heimatschatz », etc., etc., tout cela pullule et sévit en Haute-Silésie et sur la rive droite de la Vistule, et c'est là, là avant tout qu'il faut commencer l'œuvre de désarmement de l'Allemagne.

Les Kappistes, voilà le danger !

La Base des Opérations Polonaises

La lutte devient de plus en plus âpre et mouvementée sur le front polono-bolcheviste. Au sud du Pripet, en Ukraine, les Polonais se tiennent sur la défensive en se retirant vers leurs positions de départ. En Polésie où les Polonais occupent le centre de la région des marécages, des combats opiniâtres se poursuivent sans produire de sérieux changements. En dépit des attaques incessantes de l'ennemi, les Polonais tiennent solidement la ligne des trois rivières de Polésie (Bérésina, Ptycz, Ubort) qu'ils occupent depuis six mois. La bataille continue. De son issue dépend, en grande partie, le résultat de l'offensive de Budienny sur le front wolhynien.

On ne saurait trop souligner l'importance capitale de ce grand marais de Polésie qui sert de base aux opérations polonaises comme l'explique le général Dowbor-Musnicki dans « La République », de Varsovie.

« La Pologne — écrit-il — n'a comme frontière naturelle que la puissante chaîne des Carpathes au sud-ouest. Par contre, du côté de l'est et de l'ouest, en face de deux formidables Etats ennemis, elle offre un accès facile. Nous apprécions d'autant plus le grand marais de Polésie, base principale de notre front oriental.

Tout cet immense réservoir d'eau, formé des multiples affluents du Pripet et d'une quantité de lacs, est impraticable dans sa majeure partie.

Les marais du Pripet, fortement boisés, commencent à Brest-Litowsk et s'étendent vers l'Est en élargissant graduellement leur base, large de 500 kil. qui s'appuie sur le Dnieper moyen entre Kieff et Mohylew. Ce triangle qui divise le front oriental en deux parties distinctes et dont le sommet est tourné vers Varsovie est pour nous une couverture stratégique idéale.

Au point de vue militaire, cette couverture comporte quatre zones. La première (le marais de Pinsk) coupée d'une multitude de cours d'eaux, est entièrement inondée pendant cinq mois de l'année. La deuxième zone, beau-

coup plus vaste et très difficile à traverser, s'étend sur 150 kilomètres entre la Ptycz, le Horyn et l'Obort. Le terrain ici n'est praticable que l'hiver, les vastes forêts qui les couvrent se prêtent, en outre, à dissimuler les mouvements des troupes.

La troisième zone des Grands Marais polésiens commence sur les rives droites du Ptycz et de l'Obort et s'étend vers l'est. Enfin, la quatrième et dernière zone longe la rive droite du Dnieper et passe par Chojniki, Wasilewicz et Jakimowska. Cette région, humide et fortement boisée, n'est que très difficilement accessible.

L'artère centrale des Marais, le Pripet, va de l'ouest à l'est; ses multiples affluents perpendiculaires à ce fleuve forment autant d'obstacles naturels pour une armée opérant contre la Pologne et qui aurait à surmonter toutes ces lignes de résistance successives.

Malgré les progrès de la technique, la région de Polésie restera pour de longues années pratiquement inaccessible pour une troupe en marche. C'est la nature elle-même qui a fixé là, d'un trait ineffaçable, la frontière naturelle qui sépare la Pologne de la Russie.

Notons, pour terminer, que les Polonais ont réussi, en 1919, à déloger les Rouges successivement des quatre zones en question. Le succès de ces opérations, très ardues et très difficiles — car il a fallu livrer des combats acharnés pour la possession de chaque ruisseau et de chaque repli, est dû, en premier lieu, au concours actif de la population qui a subi les horreurs du régime soviétique; il est dû, également, à la parfaite connaissance du terrain et à l'intrépide habileté de l'officier et du soldat polonais.

Tant que les Polonais tiendront en Polésie, tant que le triangle sera en leur possession, aucun danger ne menace la Pologne de ce côté. Défendue par ces marais infranchissables, elle est à l'abri de toute surprise. »

NOS VRAIS AMIS

PAUL DESCHANEL

Au moment où l'héroïque Pologne subit le terrible choc contre les armées rouges, et, sous l'œil contemplatif de la diplomatie mondiale, entraîne la marche des porteurs du flambeau de la destruction, il est bon de se souvenir que même dans le douloureux passé, encore peu éloigné, elle possédait cependant en France et ailleurs, quelques vrais Amis. Ceux-là n'attendaient point que les potentats couronnés croulent, tels des colosses aux pieds d'argile — mais ils proclamaient leur amitié pour la suppliciée, et loyalement, à haute voix, ils faisaient des vœux sincères en faveur de sa résurrection.

Parmi ces vrais Amis, dont les noms doivent rester à jamais inscrits dans nos cœurs, nous pouvons citer le nom de M. Paul Deschanel. Notre souvenir nous le montre en 1894. Il n'était pas encore Président de la République, pas même Président de la Chambre. Tout jeune, de taille élancée, sa belle physionomie doublement expressive par la vive intelligence de son regard, et le sourire rayonnant d'une franche bonté, je l'ai vu assis à côté de Jules Simon, qui présidait un banquet donné en son honneur par le Syndicat de la Presse Étrangère. Après l'allocation du Président, M. Paul Deschanel prit la parole rattachant avec esprit à une expression dont Jules Simon avait caractérisé la Presse : « fil conducteur », il l'amplifia avec une élévation de pensée de si noble envergure, que même après un maître tel que fut Jules Simon, sa péroraison a provoqué l'enthousiasme de l'auditoire, si sceptique cependant, puisque composé des journalistes de tous les pays plutôt blasés sur le chapitre des discours: Je me trouvais là, en ma qualité de correspondante des journaux polonais. Malgré les persécutions dirigées contre moi de la part de mes opulents collègues, représentant les journaux russes et allemands, qui insinuaient d'un commun accord « que la Pologne ne devrait pas être représentée officiellement », je faisais partie du Comité, grâce au suffrage de la majorité des confrères suédois, suisses, américains, anglais, italiens, portugais, roumains, etc. Je considérais aussi comme mon devoir de tenir mon rang dans cette assemblée internationale qui fut un monde en raccourci. Or lorsqu'à mon tour j'ai pris la parole, en faisant bien sonner le nom de la Pologne « qui n'est pas encore perdue » mes irascibles collègues-ennemis furent consternés: car ils virent Jules Simon approuver mes dires et M. Paul Deschanel m'applaudir chaleureusement. Puis ils le virent encore s'approcher de moi et me féliciter, en déclarant son amitié et son admiration pour la Pologne « toujours vivante ».

On comprendra quelle gratitude ai-je éprouvé et conservé à travers les années pour ce témoignage de sympathie si spontané et si courageux de la part d'un homme, déjà éminent, qui dans le monde des lettres aussi bien que dans les milieux politiques, était d'ores et déjà l'élu, auquel souriait le destin et la carrière, des plus brillantes.

Me voyant émue par les paroles de M. Paul Deschanel, un de mes confrères français m'a demandé: qu'est-ce que je pense de son éloquence? Ma réponse spontanée fut, qu'elle me fait l'effet

fol 60

d'un bouquet de fleurs dont on respire avec délice le parfum. Cette appréciation a été indiscrètement publiée par les journaux, mais personne n'a ajouté la suite de cette phrase qui donnait la signification de mon mot. En le disant, j'ai pensé aux belles fleurs de rhétorique que M. Paul Deschanel venait d'apporter en hommage à ma Patrie Crucifiée: elles embaumaient mon cœur meurtri de ce parfum divin: la compassion.

Et, désormais, M. Paul Deschanel a eu bien des fois l'occasion de se prononcer, comme ayant conservé pour la Pologne les mêmes sentiments d'amitié, et son éloquence a fleuri aussi la Ressuscitée.

Il nous est doux d'évoquer ces témoignages, dans les heures d'angoisses que nous passons à présent, pendant que toute la Pologne se lève pour faire le rempart contre le reflux de la barbarie. Et je voudrais, que ceux qui luttent contre l'invasion rouge du bolcheviste tyrannique et sanglant, sachent, qu'en France, s'il y a des caricaturistes et des brailleurs effrénés, qui agitent les grelots de la folie en invoquant les noms de leurs prophètes Trotsky et Lenine, il y a aussi d'autres gens, dont le bon sens est resté intact, la conscience pure, et le cœur sincère, et ceux-là sont des Amis de la Pologne, comprenant ses efforts, son sacrifice, et la nécessité de son existence.

Parmi ceux-là se trouve le Président de la République Française:

MARYA CHÉLIGA.

Les Intrigues Bolcheviques

Depuis sa restauration nationale, la Pologne a dû reprendre sa politique de sécurité défensive pour se protéger contre ses adversaires; n'étant plus déchirée par les dissensions intestines qui causèrent la perte de son indépendance au XVIII^e siècle, elle est de taille à résister victorieusement contre la barbarie et elle donne depuis dix-huit mois des preuves quotidiennes de sa force.

Tout un plan de guerre a été élaboré contre la Pologne; l'Allemagne en a été l'inspiratrice et seule l'imprévoyance des Alliés pourrait lui permettre de poursuivre son but. Le premier acte du drame se déroule sur les frontières orientales. Le gouvernement des Soviets, comprenant la valeur combative de ses ennemis, a profité des récentes et violentes attaques de ses troupes sur le front de Pologne et d'Ukraine pour jomener des troubles et des grèves à l'intérieur de la Pologne. Un peuple qui a une conscience nationale et une discipline sociale ne s'attarde pas à cette campagne de troubles; les difficultés sérieuses, aux prises de qui se trouve le gouvernement de Varsovie, ont au contraire développé le sentiment de confiance patriotique dans les masses populaires et la vague de grève, déferlée par les agents de Lenine, a refléchi comme les précédentes tentatives grâce à l'attitude des ouvriers polonais. La grève des transports par exemple n'a eu aucun succès et les volontaires qui ont remplacé les grévistes égarés ou inconscients dans les services municipaux avaient pour eux l'unanimité de l'opinion publique. Les rouges prétendaient que leur propagande allait dissoudre le sentiment national en Pologne et que cette campagne une fois réussie à Varsovie atteindrait les pays occidentaux. La Pologne n'a aucun intérêt à faire une révolution qui ne servirait que les intérêts germaniques et serait le prétexte d'une nouvelle guerre européenne. Ce pays a énergiquement repoussé les efforts des agents bolcheviques et donné un magnifique exemple d'« union sacrée ». L'Assemblée plénière des Associations professionnelles à Varsovie a voté une motion contre les agissements de l'internationale qui encourage la révolution en Pologne, mais qui, heureusement, se heurte au refus de la nation de se prêter à cette manœuvre perfide et funeste.

Maurice TOUSSAINT.

LE « GIBRALTAR FRANÇAIS » A L'EST

Pendant que les délégués allemands à Spa cherchent par tous les chemins à tourner sinon à abolir le traité de Versailles, la Presse extrémiste anglaise fait un effort héroïque pour leur venir en aide contrairement aux intérêts de son pays et à ceux des Alliés.

Les « Daily News » publient le 6/VII le dernier de toute une série d'articles bochophiles de M. Gardiner sur la « Dernière chance de l'Europe ». Cette chance c'est naturellement l'abandon au Reich, à Spa, de tout ce que les soldats alliés ont acquis sur les champs de bataille. Evidemment, c'est la politique française qualifiée de « folle » qui empêche de réaliser ce sauvetage du monde par le redressement de la Germanie. C'est le maréchal Foch qui est naturellement coupable de la « dictature de la France ». Et il a trouvé un nouveau Gibraltar pour tenir en même temps à sa merci et l'innocente Allemagne et la pacifique Russie. Ce Gibraltar, c'est la Pologne: « Eastern Gibraltar » comme le nomment les « Daily News ». Avec son million d'hommes armés, c'est cette Pologne militariste que la politique française, dominée par le maréchal Foch, lance contre l'Allemagne désarmée. Et le journal bolchevik conclut: « C'est la politique française qui a amené l'Europe à l'impasse où elle se trouve en ce moment — et c'est seulement en brisant cette politique que l'Europe peut être sauvée. » « Le pouvoir dictatorial doit être enlevé des mains de Foch. » Le journal anglais ne dit pas entre quelles mains il doit être remis, mais il va de soi-même que la nouvelle « dictature » aura comme base l'Allemagne triomphante et la France humiliée. Un autre journal anglais espère que si « la sagesse manque totalement aux hommes d'Etat britanniques pour comprendre que le salut git en Allemagne, c'est la « jalousie anglaise qui travaillera quand même contre la France ». (« Daily Herald ».)

Propos d'un vieil émigré

Ainsi, on a décidé à Spa d'intervenir dans le conflit polono-russe.

Mais cette intervention sera-t-elle efficace?

Qu'il soit permis d'en douter.

D'abord, l'exemple de la conférence de Spa n'est guère fait pour donner de la valeur aux arguments platoniques. Ensuite, la mentalité des Bolcheviks est visiblement façonnée à l'allemande. Pour eux, l'unique argument est la force. Ils n'en connaissent pas d'autres.

Or, M. Lloyd George qui, à ce qu'il paraît, veut poser aux Soviets, comme condition de la reprise des rapports commerciaux avec l'Angleterre, la cessation des hostilités contre la Pologne, ne dispose guère d'arguments suffisants pour appuyer son intervention d'une manière efficace.

C'est très beau de notifier ses conditions, il faut pouvoir en imposer l'exécution.

Exemple — les agissements des Soviets en Perse.

Pendant que Krassine jurait ses grands dieux que les Soviets renonçaient à toute propagande en Perse, Moscou ne cessait d'y envoyer des émissaires. La propagande bolcheviste continue de plus belle et marche à grandes enjambées vers les Indes.

Les Anglais s'irritent. M. Lloyd George, frappe des coups de poing sur la table. Mais l'effet est nul.

Et puis, il est toujours risqué d'avoir recours à un intermédiaire dont les appétits sont démesurés. Si les Anglais se chargent effectivement de régler l'affaire entre Russes et Polonais, ils se feront payer cher leur intervention. Ce n'est pas pour rien qu'ils font déjà entrevoir à la Pologne la nécessité de se désister de Vilna en faveur de leurs protégés, les Lithuaniens.

Enfin, pouvons-nous en toute conscience nous fier à l'intervention anglaise? Sera-t-elle véritablement impartiale?

L'entrefilet suivant que publiait récemment le « Daily Mail » ne nous donne pas beaucoup de garanties à ce sujet.

Voilà, en toutes lettres, ce que disait le journal en question:

« Combien de temps faudra-t-il encore pour qu'on se décide à empêcher le conflit sans but entre la Pologne et la Russie de continuer? Il est absurde de la part des puissances de l'Entente de dire qu'elles sont impuissantes à arrêter le carnage. Elles n'ont qu'à faire savoir à la Pologne qu'elles n'ont pas aidé à sa reconstitution, comme nation, pour qu'elle provoque des désordres en Europe ».

N'est-ce pas charmant? La Pologne provoquant des désordres, parce qu'elle défend son territoire contre l'agression étrangère. La Pologne fauteur de troubles, parce qu'elle ne veut pas consentir à ce que Trotsky s'empare de Varsovie.

Si c'est dans un esprit pareil que les hommes de M. Lloyd George vont s'interposer entre la Pologne et les Soviets, il faut s'attendre à de beaux résultats. Dieu nous préserve de nos amis. Quant à nos ennemis, nous en faisons notre affaire, dit le proverbe.

Plût au Ciel que nous ne soyons pas forcés de reconnaître une fois de plus la justesse de cet adage.

Heureusement que l'Angleterre n'est pas seule et que la France a aussi son mot à dire.

Espérons que, grâce à cela, la Pologne ne sortira pas trop mutilée des mains de ses sauveurs.

UN VIEIL ÉMIGRÉ.

La Guerre

— Le Comité de la Défense nationale.

Le Comité de la Défense nationale est constitué de la façon suivante: Le Chef d'Etat, Pilsudski; le président de la Diète, Trompczynski; les ministres Grabski, Sapieha, Sliwinski; les généraux Rozwadowski, Sosnkowski, Szeptycki; les députés Chondzynski, Czempinski, Thügutt, Woznicki.

— En face du danger.

Les armées polonaises n'ont pas accepté de bataille sur la Bérézina et effectuent leur retraite sur les frontières ethnographiques de la Pologne par où passaient en 1915-1916 les lignes austro-allemandes. Ce front, sensiblement raccourci, offre aux Polonais une base solide pour leur défensive.

En ce moment, grave entre tous, le journal « Narod », que l'on peut considérer comme le porte-parole du haut commandement polonais, dit: « Nous connaissons notre soldat. Il lutte depuis plus d'une année pour la défense des frontières de la patrie et nous savons comment il sait se battre et de quelle vaillance il fait preuve dans la bataille. Pourquoi cède-t-il donc maintenant? L'armée se retire, car elle a affaire à un ennemi ayant une supériorité numérique. Le moment décisif de la lutte n'est pas encore arrivé, il approche. L'ennemi amène de nouveaux renforts, nous sommes à la veille de l'assaut général. La nation polonaise tout entière doit faire face à cette attaque dans un effort unanime de patriotisme ».

— La retraite polonaise en Volhynie.

La retraite de l'armée polonaise s'effectue dans l'ordre le plus parfait. Le correspondant militaire du « Daily Telegraph », qui se trouvait à Rowno la veille de son évacuation par les Polonais, admire l'excellente cohésion et la discipline sévère qui se maintiennent dans les rangs des troupes polonaises. Bien que fatiguées par de longues marches sous les rayons ardents du soleil de juillet, elles font vaillamment face aux détachements cosaques qui, à chaque instant, apparaissent sur leurs flancs. Toute la population polonaise a évacué Rowno à la sortie des régiments polonais. Les routes sont pleines de réfugiés qui s'en vont à la suite des arrière-gardes polonaises en emportant tout leur avoir sur des charrettes. Dans le nord, le repli vient à peine de commencer. Les Polonais se retirent dans la direction de la voie ferrée Vilno-Minsk. D'après les informations recueillies par le journaliste anglais, elles vont se borner à la défensive sur l'ancienne ligne occupée par les austro-allemands en 1915-1916 qui couvre les frontières ethnographiques de la Pologne.

— Les Sénégalais sur le front polonais.

La presse allemande publie l'appel suivant du syndicat des cheminots allemands:

« En face la tentative du gouvernement français d'aider la Pologne contre la Russie, en envoyant à travers l'Allemagne des troupes noires françaises, le syndicat des cheminots allemands a décidé de donner à tous ses adhérents l'ordre de refuser nettement tout service ayant trait au transport des troupes de l'Entente au secours de la Pologne contre les Russes ».

La « Vossische Zeitung » ajoute des réserves en ce qui concerne le fait même de l'envoi des troupes noires et se demande quel est le but de cet appel. Et pourtant, rien n'est plus clair: C'est tout simplement une manœuvre ayant pour but d'exploiter la récente agitation contre les troupes noires en Rhénanie et d'ameuter les esprits à la

fois contre la France et contre la Pologne. Le syndicat n'y est qu'un instrument.

PLÉBISCITE

— La Pologne et le plébiscite.

L'opinion publique est de plus en plus alarmée par les nouvelles qui arrivent quotidiennement des régions plébiscitaires. L'inquiétude est d'autant plus légitime qu'à maintes occasions, les représentants des commissions plébiscitaires interalliées se sont montrés nettement favorables aux Allemands. Il suffit de dire que le président italien de la commission interalliée de Ratibor, le commandant Marcelli, reçoit solennellement des délégations allemandes et leur tient des discours dans lesquels il les assure de sa profonde amitié pour l'Allemagne. Il va jusqu'à exprimer « sa profonde conviction que la Haute-Silésie est essentiellement allemande et restera telle... »

A Gliwice, le commissaire anglais ne prend point en considération les protestations polonaises contre les provocations, la terreur et les complots militaires des « stoss-truppen » allemandes (troupes d'assaut) et, dans nombre d'autres régions, les commissaires interalliés s'adressent aux organes administratifs locaux, composés exclusivement d'Allemands pour trancher de multiples questions dont les Allemands, les premiers, devraient être exclus.

En présence d'une telle situation, il vient de se former, à Varsovie, sous la présidence de M. Trompczynski, président de la Diète, un Comité central plébiscitaire dans lequel entrent les leaders de tous les partis politiques polonais, depuis l'extrême droite jusqu'à l'extrême gauche. A côté de MM. Daszynski et Barlicki, socialistes, y figurent les représentants de tous les groupes de la société.

Le comité central plébiscitaire vient d'adresser un appel à la population dans lequel il est dit que la question qui prime aujourd'hui toutes les autres et qui a une importance capitale pour l'avenir du pays, est l'avenir de la Silésie et des bouches de la Vistule.

— Un appel de Hindenburg.

La presse allemande de Haute-Silésie publie un appel du maréchal Hindenburg sous le titre « Restez Allemands ! »

Le maréchal rappelle que si l'Allemagne a pu pendant 50 mois résister glorieusement à ses nombreux ennemis et les maintenir en dehors de ses frontières, c'est uniquement « grâce aux mines et aux hauts fourneaux de la Haute-Silésie ».

A DANTZIG

La grève des transports et notamment des dockers du port de Dantzig continue à paralyser le transit et le commerce de la ville libre. La « Freie Volk », organe des socialistes allemands de Dantzig, accuse la Sicherheitswehr d'avoir provoqué cette grève par son attitude violente envers les ouvriers. « Les grévistes — dit-il — ne reprendront le travail que le jour où la Sicherheitswehr sera remplacée par une police régulière. Les troupes de la Sicherheitswehr sont commandées par des officiers de l'ancienne division de fer qui s'illustra par ses brutalités dans les provinces baltiques. Les hommes eux-mêmes sont des soldats de métier possédant une complète instruction militaire. L'armement de ces « troupes de police » est plus que complet; elles possèdent un grand nombre de bouches à feu, de mitrailleuses, d'avions, de lance-bombes et même de lance-flammes. De plus son service d'espionnage qui embrasse toute la région de Dantzig, permet à la Sicherheitswehr d'agir à coup sûr. Ce n'est donc pas, conclut la « Freie Volk », une simple police de sûreté, comme elle l'appelle innocemment, mais une armée régulière dont la tâche n'est pas d'assurer la paix, mais de mener la guerre. Son budget annuel dépasse 20 millions et pèse, lourdement sur les contribuables de la ville libre ».

C'est donc en guise de protestation contre les tristes exploits de ces guerriers prussiens que les ouvriers de Dantzig se sont mis en grève. Le haut commissaire anglais de Dantzig, sir Reginald Tower, a pris quelques mesures pour faire cesser la grève, mais il n'y a pas réussi, ce par quoi il a démontré une fois de plus sa complète impuissance à assurer l'ordre sur le territoire de la ville libre. Or, au lieu de supprimer la Sicherheitswehr, disent les journaux de Dantzig, sir Reginald Tower vient de se rendre à Spa avec des projets extrêmement inquiétants que la terreur exercée par la Sicherheitswehr.

BULLETIN

— L'intrigue allemande en Lithuanie.

La population de Wilno est, depuis quelque temps, alarmée par les préparatifs militaires que le gouvernement de Kovno pousse activement en avant. Les réfugiés de Kovno confirment que la situation de l'élément polonais en Lithuanie est devenue intenable. La langue polonaise a été interdite jusque dans les salles de concert. Plusieurs Polonais se trouvent en prison simplement pour le fait de n'avoir pas renié leur origine. Tous les cheminots d'origine polonaise viennent d'être révoqués. Les paysans et les cultivateurs polonais supportent la presque totalité des réquisitions de chevaux et de bétail. Enfin, le procédé d'expulsion, calqué sur celui de l'ancien régime en Prusse polonaise, est méthodiquement appliqué à des personnes qui habitent le pays depuis 20 et 30 ans. La réforme agraire a été votée dans le but évident de détruire la propriété foncière polonaise. Enfin, un projet de loi que la Constituante se hâtera sans doute de voter, prévoit la confiscation pure et simple de la propriété des familles dont un ou plusieurs membres se trouvent dans l'armée polonaise. Le décret d'amnistie, émis au début de la Constituante, spécifie que les détenus d'origine polonaise en sont exclus. Ainsi la Lithuanie devient de plus en plus l'instrument docile de la politique antipolonaise germano-bolcheviste.

— Les minorités nationales en Allemagne.

Les Polonais restés en Allemagne sont dans une position très difficile. C'est sur eux que les Allemands se vengent de la perte des territoires injustement acquis qu'ils ont été obligés de rendre à la Pologne. Le « Dziennik Gdanski » — journal polonais de Dantzig — apprend qu'une véritable persécution des Polonais sévit sur les territoires à population mixte. Les droits civiques n'existent pas pour les Polonais. On les prive de travail, on les expulse de leurs logements sans autre cause que leur nationalité. A Pila, deux conseillers municipaux polonais avaient été élus. Le bourgmestre et le président du conseil municipal les ont mis à la porte avec ces paroles : « Messieurs les Polonais peuvent bien rester dehors ! » Que devient donc la protection des minorités nationales qui a tant de zélés vigiliants, quand il s'agit des minorités allemandes en Pologne ?

— Violence des Allemands et passivité des Alliés.

On mande d'Olsztyn (Allenstein), qu'à la veille du plébiscite sur la rive droite de la Vistule, en Warmie et Mazurie, les Allemands se conduisaient comme s'ils étaient les véritables vainqueurs de la guerre. Ils ne se gênaient point de la présence des commissions interalliées pour piller et massacrer la population polonaise. Les gendarmes allemands empêchent les meetings où doivent parler des orateurs polonais. En disant que tel ou tel village est allemand et que, par conséquent, aucune réunion polonaise ne doit y avoir lieu, ils introduisent les troupes du Heimatsbund dans la salle, chassent les assistants et arrêtent les personnes inscrites sur la liste des orateurs. Ces incidents deviennent de plus en plus fréquents et dernièrement ils ont eu lieu à Szczytno, Maly Klebork, Duzy Klebork, etc. Dans certaines localités les gendarmes allemands procèdent d'une façon plus radicale encore. Ils démolissent les bureaux plébiscitaires polonais, brisent les meubles et installent dans ces locaux des comités allemands. Si la conduite de Allemands est compréhensible, par contre l'attitude des commissions interalliées est plus qu'étrange. Dans la plupart des cas les commissions interalliées n'ont même pas cru nécessaire d'intervenir. Cette inqualifiable passivité encourage les Allemands et plonge la population dans la stupeur.

— Pour un rapprochement polono-russe.

M. Savinkof, le leader des socialistes révolutionnaires russes, qui vient d'arriver à Varsovie, a fait à un rédacteur de la « Gazeta Poranna »

d'importantes déclarations, dont nous extrayons les principaux passages suivants :

« Je tiens à répéter, une fois de plus, a dit M. Savinkof, qu'une entente polono-russe est indispensable, non seulement dans la lutte contre les bolcheviks, mais aussi pour l'avenir de nos deux pays et de l'Europe entière. Le sort de l'Europe et de la paix dépendent directement de la tournure que prendront les futures relations polono-russes. A défaut d'une alliance russo-polonaise, nous trouverons fatalement en présence d'une alliance russo-allemande. La politique des puissances alliées doit donc, logiquement, tendre à un rapprochement polono-russe.

Le moment actuel, poursuit M. Savinkof, est extrêmement propice pour poser les bases d'une entente entre nos deux pays. Dans certains milieux, on se plaît à répandre toutes sortes de bruits sur l'impérialisme polonais, et ces bruits inquiètent l'opinion russe. Pour moi, personnellement, tout cela est absurde et je n'y crois pas mot. »

M. Savinkof est persuadé que la Pologne ne s'obstinera pas à réclamer ses frontières de 1772, mais il est également d'avis que la Russie ne doit pas maintenir ses prétentions sur tous les territoires situés à l'est du Royaume du Congrès. Cette question doit être tranchée, selon M. Savinkof, par voie de plébiscite. Il est d'ailleurs persuadé que toute la population catholique de ces territoires votera pour la Pologne, alors que les orthodoxes se prononceront pour la Russie. Dans ces conditions, la frontière russe couperait donc en deux la vaste région de la Polésie qui s'étend entre le Bug et le Dnieper.

C'est la première proposition émanant du côté russe, en ce qui concerne la solution de la question des frontières entre la Pologne et la Russie. Enfin, M. Savinkof a déclaré que l'Angleterre se trompe lourdement en croyant à une évolution saine du bolchevisme. « Le bolchevisme, a-t-il conclu, n'a pas changé et ne changera pas, du moins en ce qui concerne la révolution mondiale et la dictature du prolétariat, et l'Angleterre l'apprendra à ses dépens. »

La Débâcle de la Pologne

Voici les conditions proposées par M. Lloyd George en vue de rétablir la paix entre la Russie soviétique et la Pologne :

1° La Pologne devra renoncer à toute politique de conquête;

2° Elle devra s'en remettre au conseil suprême, sans condition, sur toutes les questions en litige, y compris la question de Dantzig et celle de Teschen;

3° Elle devra retirer ses troupes sur la ligne Grodno-Brest-Litovsk et sur un point situé à 50 kilomètres au sud-ouest de Lemberg;

4° Les armées des Soviets pourront avancer jusqu'à une ligne située à 50 kilomètres de celle qui sera occupée par l'armée polonaise;

5° Si les Russes avancent au delà de la ligne qui est fixée, les alliés donneront à la Pologne leur appui intégral;

6° Une conférence d'armistice sera convoquée à Londres, où la paix entre les Soviets d'une part, la Pologne, la Lithuanie, la Finlande, la Lettonie de l'autre, sera discutée; y seront également convoqués les représentants de la Galicie orientale, qui auront le droit d'exprimer leurs aspirations.

Ce sont les conditions proposées par M. Lloyd George au nom des alliés.

MEMENTO

Polska w niebezpieczeństwie.

Zawołanie to bije ku nam jak dzwon trwogi. Druty telegraficzne przynoszą nam wiadomości hiobowe. Potężne linie naszych wojsk drgnęły, cofnęły się, szukając dla się lepszych punktów oparcia. Cała połać ziemi znów usunęła nam się z pod nóg. Już nie o nowem zdobywaniu jej musimy myśleć, lecz o bronienu dawnych stanowisk. Równo, Mińsk, Dubno, w ręku bolszewickiem...

Więściom prawdziwym, ciężkim towarzyszą wieści fałszywe, które złość skwapliwie rozsiewa, wymieniając nazwy miast, których usta polaka powtórzyć nie są w stanie...

Czy to prawda? Czy to możliwe?... Więc tak szybko, tak gwałtownie, runęły w gruzy bramy tryumfalne?

Po zapamiętałych okrzykach zwycięstwa, — przygnębienie trwożliwe, zasłuchanie w pomruk-pędzącej fali bolszewickiej i znów też same zmory wczorajsze i ten sam grobowy zgrzyt kajdan...

Polska w niebezpieczeństwie!

Swarliwie gromady partyjne, pnące się do władzy, do panowania, do rządzenia klikki spłoszyły się. Wszystkie, na wyszcigi, rozlepiają strzeliste apele do ludu, do narodu...

Lud polski, lud nasz pójdzie! Francja nas nie opuści, uczyni wszystko, aby nas dobyć z tych ciężkich opresji, nawet inni aljanci zareagują...

Polska nasza, jak rzekł jeden z ministrów w Sejmie, przejdzie przez «dreszcz», którego nie zaznała podotąd, i z próby dzisiejszej wyjdzie bardziej zwarta, potężniejsza duchem.

Wierzmy w to niezachwianie i dlatego dzisiejsze niebezpieczeństwo nie przejmuje nas lękiem...

Kulawy traktat pokojowy położy kres wojnie, skurczy granice, rozwieje bardzo wiele iluzji, rozproszy wiele złud, polityka dotychczasowa, wskrzeszająca niedawno zbutwiały papierzyska i prawiąca o idei jagiellońskiej, o piastowskiej

kalkulacji, stanie na kurhanach mogiłnych naszych bojowników, którzy znów krwią ofiarną glebę ojczystą przeorają...

Nadejdzie dzień bezsloneczny, rozbrzask ołowiany po burzy...

I wówczas, i wtedy dopiero będziemy musieli zdać sobie sprawę z istotnego niebezpieczeństwa, które już leżeć będzie w nas samych, w naszej małej przenikliwości, w naszym uporze nawet.

Trzeba będzie nie tylko hasel, nie tylko szumnych wynurzeń, lecz czynów trzeba będzie.

Niedość prawić komunały o demokracji, o równości, o poszanowaniu człowieka, o sprawiedliwym podziale dobytku, nie dość obiecywać, — należy te zasady, które wojna światowa dobyła znów na światło dzienne, ziścić. Należy pamiętać, że lud polski, że to mrowie bezimienne, którego poświęcenie bez granic służy za miarę zasług tyłu, tyłu dygnitarzom, że to mrowie będzie domagało się Polski szczerze demokratycznej, szczerze liberalnej, prawdziwie godnej narodu, który blisko przez lat sto i pięćdziesiąt słał na cztery światy strony apostołów swoich, głoszących, że moce piekielne dławia niesprawiedliwie przeczystego polotu ducha, że gaszą pochodnię braterstwa i miłości, która goreje w sercach milionów polskich.

Dotychczasowe starcia wewnętrzne potwierdzają bezwzględnie ten postulat.

Cały naród nasz pragnie nie tylko Polski wolnej, nie tylko Polski zmartwychwstałej ale i odrodzonej i tak mocnej w miarę swej, aby wobec niej padały w gruzy bałwany bolszewizmu, aby szaleństwo rewolucji marło bezwładne u jej granic.

Jeżeli nasza Rzeczpospolita nie zdobędzie się jutro na do tego dążący czyn, jeżeli znów wpadnie w mniej lub więcej parlamentarne gadulstwo, wówczas dopiero zawiśnie nad jej losem grom prawdziwego niebezpieczeństwa, bo płynącego z rozgoryczenia mas, niewiary, rozpętania sił brutalnych.

Wac. Gąs.

SEJM

Sprawozdanie z historycznego posiedzenia Sejmu, podczas którego to posiedzenia uchwalono uformowanie Rady Obrony Narodowej, brzmi w skrócie oficjalnym, jak następuje:

«W sprawie formalnej zabrał głos poseł tow. Daszyński i zawiadomił, że 5 klubów prosiło p. marszałka, by był łaskaw zarządzić pauzę, podczas której możnaby się w konwencji seniorów naradzić nad sposobem obsesania tej Rady. Idzie o to, czy już w samej ustawie ma być opisany sposób wybierania dziesięciu członków Rady przez Sejm, względnie sposób mianowania ich przez inne ciała. Dalej projekt rządowy mówi o 7 ministrach, poprawki wniesione do trzeciego czytania, które mogą uzyskać większość, mówią tylko o 4 ministrach już razem z prezydentem ministrów. Otóż jest ważną rzeczą, którzy to mają być ministrowie. Co do wyboru członków Sejmu do Rady, to idzie o to czy ma się ich wybierać osobiście, czy według klucza partyjnego. Zwykle w sprawach wielkiej wagi marszałek nie stawiał trudności tego rodzaju naradom, dlatego mówca ma nadzieję, że i tym razem tak się stanie, w interesie jednolitości decyzji sejmowej, która może być ważnym atutem politycznym.

«Marszałek oświadcza, że ma tylko wtedy prawo odstąpić od porządku dziennego, jeżeli wszystkie kluby na to się zgodzą — w tym wypadku zaś nie zgadzają się na to kluby prawicy.

«P. Głabiński protestuje.

«P. Brejski przemawia za wnioskiem pos. Daszyńskiego.

«Prezydent ministrów, Grabski. Ja sędzę, że lepiej zadość uczynić życzeniu tych klubów, aby wytworzyć tę atmosferę, której niestety wczoraj brakowało, a która jedynie może zabezpieczyć Radzie na powodzenie, jakiego się od niej spodziewamy (Brawa)

«P. Głabiński. Wobec tego cofamy swój protest. «Marszałek zarządził pauzę na naradę do godz. 2-jej i zaprosił konwent seniorów natychmiast do swego pokoju.

«Po przerwie godz. 2 min. 20.

«Przystąpiono do trzeciego czytania ustawy o Radzie Obrony Narodowej.

«Pos. ks. Okoń wypowiada dłuższe przemówienie w którym zrzuca całą odpowiedzialność za obecną sytuację na Rząd, Sejm i wojskowość. Niedołęstwo administracji, utopijska intendencja, która pasie się dobrem ojczyzny, zaniedbanie rokowań pokojowych, gdy Rosja wyciągała rękę do zgody — oto nasze błędy. Wtenczas lekceważono Rosję i mówiono: z kim będziemy mówili: czy z motłochem, co brzmiało jakby policzek dany ludowi. Musi powstać rząd chłopsko-robotniczy, a trzeba pamiętać o tem, że kto bierze rządu w swe ręce, ten bierze na siebie odpowiedzialność. Największą winą rządu to zaniedbanie rokowań pokojowych. Ten Sejm przyszedł tylko przypadkowo, ale w Sejmie nowym chłopci będą mówili głosem silniejszym odemnie.

«Marszałek komunikuje, że wniesiono dwie poprawki, uzgodnione przez wszystkie stronnictwa, obie wniesione przez p. Rataja. Pierwsza do art. 2 opiewa jak następuje: w skład Rady wchodzi: a) Naczelnik Państwa, jako przewodniczący, b) marszałek Sejmu Ustawodawczego, c) 10 posłów wyznaczonych przez Sejm, d) prezydent ministrów, e) trzech członków Rządu, których wyznaczy Rada ministrów, f) trzech przedstawicieli wojskowości, wyznaczonych przez Naczelnego Wodza.

«Do art. 5-go poprawka brzmi: Radę zwołuje Naczelnik Państwa, względnie z jego upoważnienia prezes Rady ministrów.

«Do ważności uchwał potrzebna obecność 2/5 członków, w tem przynajmniej połowy ilości posłów, w skład Rady wchodzących.

«Obie poprawki jakoteż całą ustawę przyjęto jednomyślnie w trzecim czytaniu.

«Następnie wybrano do Rady Obrony Narodowej następujących posłów: z PSL — pos. Rataja, zastępcą — pos. Kiernika, ze ZLN — p. Dmowski, zastępcą — pos. Głabińskiego; ze Zj. Lud. — p. Skulskiego, zastępcą — p. Dubanowicza; ze zw. PPS. — Barlickiego, zast. — p. Ziemięckiego; z NPR. — p. Chądzyńskiego, zast. p. Fichnę z N. Ch. Kl. Rob. — p. Czerniewskiego, zast. p. Wichlińskiego, z «Wyzwolenia» p. Woźnickiego, zast. p. Baworowskiego, z kl. Mieszczańskiego — p. de Rosseta, zast. Tamaszewskiego, z lewicy PSL. — p. Stapińskiego, zast. p. Bochenka.»

RZECZPOSPOLITA

«Do broni. Po wszej Ziemi polskiej rozlegają się dzisiaj zawołania «do broni», «do szeregu!» Rada Obrony Narodowej, za podpisem Naczelnika Państwa, wydała odezwę do żołnierzy, do obywateli. Stronnictwa polityczne, choć oskarżając się wzajemnie, wydały proklamacje, nawołujące do obrony zagrożonych granic, do wyrzucenia wroga. Partię socjalistyczną, ludową, demokratyczną, wszystkie co do jednej ogłosiły zaklęcia. Ruch się zaczął. Odezwy jest takie mnóstwo, że trudno się wyznaczyć w nich, że zaczyna być ich za wiele, że zakrawa to, iż każdy znów czuje potrzebę naglą wygadania się. Młodzież uniwersytecka gromadnie spieszy do szeregów, idzie całe nauczycielstwo, po wsiach ekwipują konnych ochotników, sypią się miljonowe ofiary, ziemianie oddają rządowi swoje hypoteki, najubożsi spieszą z datkami... Rzeczpospolita nasza odżywa, krew gra w jej żyłach. Cieszyć się można, radować, dumnym być z tego prawego zapału i obojętnie czerpać z tego wielką naukę... Niewyczerpane są krynice mocy naszej polskiej, bo cały lud żywi przekonanie słuszne, że broni w tej chwili nie tylko niepodległości ale i praw swoich obywatelskich, ale i prawdziwej równości ale i tego wszystkiego, co ludów oświeconych, ludów wolnych jest największym przywilejem, a co u nas, po ucieszeniu się wojny, stanie się i musi się stać niezachwianym statutem.

«Pierwsze posiedzenie Rady Obrony Narodowej. Pierwsze posiedzenie Rady Narodowej odbyło się w gabinecie Naczelnika Państwa i pod jego przewodnictwem, wzięli w tem posiedzeniu udział: marszałek sejmu, prezes gabinetu, p. Władysław Grabski, posłowie po jednym z każdej grupy: Barlicki (P. P. S.), Woźnicki (P. S. L. Wyzwolenie), Stapiński (lewica P. S. L.), Rataj (P. S. L.), Skulski (Zjednoczenie Ludowe), Roman Dmowski (Związek Ludowo-Narodowy), Jerzy Baworowski (Klub Pracy Konst.), Chądzyński (Nar. Partja Robotnicza), de Rosset (Klub Mieszczański), Czerniewski (Nar. Chr. Kl. Rob.). Z ramienia rządu: Eustachy ks. Sapieha, minister spraw zagranicznych, p. Sliwiński — minister aprowizacji i gen. Sosnkowski, w zast. ministra wojny.

Z pośród przedstawicieli wojskowości generałowie szef sztabu, Stanisław Haller, Stanisław Szeptycki i Stanisław Rozwadowski.

Protokół prowadził pułk. Piskor.

Narada trwała do późnej nocy.

«Formowanie oddziałów ochotniczych. Zarządzono formowanie oddziałów ochotniczych w całej Polsce a nawet oddziałów kobiet. Wobec ryczałtowego odsyłania ochotników polskich z Ameryki a z pośród nich bardzo wielu takich, którzy pragnęli służyć dalej, zarządzenie to ostatnie jest zdaleka bardzo tragiczne. Jeżeli Polska potrzebuje żołnierza, może go mieć każdej chwili, starczy zarządzić powołanie roczników starszych. Pójdą wszyscy, spełnia święty obowiązek.

«Wezwanie do składania broni. Czasopisma warszawskie zamieszczają następujące urzędowe ogłoszenie.

«Wszyscy właściciele broni, zarówno białej (szabel i bagnatów), jak również palnej, a więc wszelkiego rodzaju rewolwerów oraz amunicji (naboje — oraz łuski) proszeni są o składanie takich, ze względu na brak uzbrojenia w stosunku do wielkich potrzeb chwili obecnej, w Dow. Okr. Gen. Wydz. IV Ref. Uzbrojenia (Saski Plac 7 II piętro). Również wzywa się o składanie wszelkich przedmiotów, mających związek z umundurowaniem wojska.

Wezwanie to brzmi strasznie, wynika zeń, że nawet w wojnie nowoczesnej tak nieużytecznego oręża, jak szable, brak w Polsce... I tego nawet materiału zaczyna braknąć w magazynach, choć tyle, tyle pisało się o zaopatrywaniu

wzorowem i o pracach przygotowawczo administracyjnych. Klątwa niedołęzstwa naszego własnego zbiera swoje żniwo. Co gorsze, że tego rodzaju ogłoszenia mają w następstwie jeden tylko i niezawodny skutek, demoralizację, upadek ducha.

Nowy wice-minister spraw zagranicznych. «Naród» donosi, że pan minister spraw zagranicznych, Eustachy książę Sapieha, powołuje na stanowisko wiceministra pana Wielowiejskiego. Równocześnie pozostaje na stanowisku dotychczasowy pan Dąbrowski; zarządzenia ministra składania — według «Narodu» — lewicę do rozpoczęcia akcji opozycyjnej przeciwko gabinetowi pana Władysława Grabskiego.

Nowy minister b. zaboru pruskiego. «Kurier Polski» pisze, że zamianowanie pana Władysława Kucharskiego, dotychczasowego podsekretarza stanu w ministerjum b. zaboru pruskiego, pochodzącego z Galicji, ministrem tegoż byłego zaboru, wywołało wielkie niezadowolenie wśród sporej ilości posłów tegoż b. zaboru. Pan Kucharski bowiem należy do sympatyków narodowej demokracji. Szczególnie są niezadowoleni posłowie z Pomorza. Zarzucają oni panu Władysławowi Grabskiemu złamanie słowa. Przyrzekł bowiem się porozumieć ze stronnictwami przed nominacją i właśnie nie dotrzymał tego przyrzeczenia.

Nowy prezes Zjednoczenia ludowo-narodowego. Poseł Dubanowicz złożył mandat prezesa Narodowego Zjednoczenia Ludowego. Prezesem został wybrany pos. Skulski.

Uwolnienie od wojska na lat ośm. Sejm uchwalił, że mieszkańcy obszarów na zachód i północ od Polski, którzy, na mocy plebiscytu, należą do Rzeczypospolitej, mają być, bez względu na narodowość, wolni od przymusowej służby wojskowej przez lat ośm.

WALKA O ZIEMIĘ

Zaledwie rąk naszych Czytelników doszedł ostatni numer POLONII, w którym, pod brzemieniem ponurych nowin i bijącej w oczy prawdy, rzuciliśmy żalobne wróżby o dolę Warmji i Mazurów, — już urzędowe wiadomości potwierdziły całkowicie nasze obawy.

Pierwszy rezultat głosowania na tych obszarach, według telegramów, zamienił się dla nas w klęskę.

118 gmin oświadczyło się za przynależnością do Niemiec a tylko 16 za przynależnością do Polski!

Na obszarze Prus zachodnich, na 99, 316 głosujących, za Niemcami opowiedziało się 91,634 a za Polską tylko 7,682!

W Prusach wschodnich, rezultat pierwszego głosowania wypadł jeszcze gorzej dla nas. W takim Ostródzie 25.000 oświadczyło się za niemiecką a tylko 500 za polskością; w Olsztynie, 17.000 głosowało za Niemcami a tylko 340 za Polską; w Olecku jeden tylko polak wypadł na 21.800 germanów!...

Polskie informacje stwierdzają, że większość polaków na tych obszarach powstrzymała się od głosowania, że, do ostatniej chwili, po stronie polskiej, spodziewano się odłożenia, zawieszenia całkowitego plebiscytu a to wobec szalejącego terroru niemieckiego.

I niezawodnie było tak, że polacy przeważnie powstrzymali się od składania głosów, podczas gdy Niemcy ze wszech stron sciągnęli swych poddanych, mogących się przypisać do gmin plebiscytowych i nadto sfalszowali mnóstwo przynależności do tych gmin...

Te są prawdy niezawodne... Niemniej pierwszy ogólny wynik, który głosi w ostatecznym obrachunku, że, na 361,063 głosujących w Prusach wschodnich, 353,655 opowiedziało się za Niemcami a jedynie 7,408 osób za Polską, jest decydującym... pomimo, że do 30 lipca możliwe jest przeprowadzanie badań i sprawdzeń!...

Warmja i Mazury są dla nas na dziesiątki lat stracone... Na północno wschodniej granicy pa-

noszyć się będzie po dawnemu krzyżak i podawanemu nasz «dostęp do morza» czynić igraszka pierwszego lepszego «przypadku.»

ZNAMienne OSWIADCZENIE

Marszałek Foch, w rozmowie z korespondentem *Matin'a* w Spaa, oświadczył dosłownie:

«O ile mnie się zdaje, położenie armji polskiej nie jest bardzo ciężkie i tembardziej, iż nie przypuszczam, aby bolszewicy byli zdolni do silnego podtrzymywania swej ofensywy. Ze strony polskiej jest godnym pożałowania, iż niezachowano przezorności i to pomimo wielokrotnie ponawianych rad moich, które były komunikowane telegraficznie Warszawie przez rząd francuski.»

«Polska ma około 3,500 kilometrów frontu. Jest to państwo młode niezorganizowane, w którym nie ma jeszcze ładu należytego, zdolnego dać armji mocną podstawę»

«Trzeba było trzymać się stanowiska obronnego, zając dobrze wybrane, naturalne linje obronne, umocnić się na nich, okopać a nie szukać awantur. Wywiele jeszcze szczerą nadzieję, że armja polska, której zalety znam, będzie mogła stawić czoło napotykanym w tej chwili trudnościom.»

Oświadczenie to Marszałka Focha jest bardzo doniosłe i dotrąca nie tylko dlatego, że wypowiedziada je wódz i generał tak wielkiej miary, tak potężnego doświadczenia bojowego, lecz że wygłasza je równocześnie czcigodny Marszałek, wielbiony przez tych wszystkich polaków, którzy, zbliżywszy się doń, zawsze mogli się przekonać, że jest jednym z najbardziej oddanych sprawie polskiej dygnitarzy. Polska i polacy w każdej potrzebie zaznawali i zaznają wielkiej przychylności Marszałka Focha, mają mu bardzo, bardzo wiele do zawdzięczenia. Odezwanie się więc Marszałka musi mieć podstawy głębokiej słuszności; zresztą wypadki najmocniej to stwierdzają.

Dostojny Marszałek nie poprzestął jednak na tem orzeczeniu krytycznym i wyruszył ze Spaa do Paryża, aby ze swoim sztabem zbadać sytuację strategiczną polską i udzielić potrzebnych wskazówek.

Dzieje polskiej amunicji.

W numerze 179 «Robotnika», inżynier B. Rudziński ogłasza list otwarty w sprawie tak dla nas żywej amunicji, tudzież dziejów swej misji do Anglii w tej właśnie sprawie.

«Dzięki osobistym stosunkom w Szkocji i mej usilnej propagandzie wśród kół przemysłowych w Anglii, przewidując jednocześnie zbawienny skutek założenia naszych własnych fabryk amunicji i środków wybuchowych dla celów górniczych, udało mi się zaciągnąć w poczet naszych sympatyków i zorganizować misję do kraju najpotężniejszego dziś w Anglii zrzeszenia wszystkich fabryk środków wybuchowych i wielu fabryk amunicji. Po trzechmiesięcznym pobyciu w Paryżu i daremnych pertraktacjach z delegacją naszą przemysłową przy Konferencji Pokojowej i misją gen. Romera, gdzie prócz stosów nadrukowanych zapotrzebowań, błahych, niepewnych i nieścisłych informacji i niekupieckiego i niefachowego wprost traktowania rzeczy, nie wskórać nie zdołaliśmy, ufnij w siebie i celowość naszej misji, przybyliśmy do Warszawy. Wówczas, t. j. zaledwie rok temu, jak i zresztą dzisiaj, narzekano wszędzie na wysoki kurs funtów szterlingów (70 mk. za 1 funt) i nie zdawano sobie bynajmniej sprawy, jak ważnym jest dla kraju i bytu Polaka bezzwłoczne utworzenie przemysłu amunicyjnego dla armji i wybuchowego dla kopalni węgla. Narzekano wszędzie na brak tych środków i podkreślano czasami nawet konieczność tego przemysłu, ale władze nasze (włączając przemysłowców i kapitalistów), nie traktowały sprawy na serio, były nieugięte w swych poglądach i pomocy okazać nie chciały. Słowem — traktowano całą sprawę niżej wszelkiej krytyki, bowiem sami nie wiedzieli czego chcą ci, z którymi mieliśmy, jako misja, do czynienia.»

«Nie będę się wdawał w szczegóły powiem tylko, że gdyby Rząd nasz umiał przedewszystkiem patrzeć w przyszłość, to dziś mielibyśmy już własne fabryki w ruchu, a żołnierz nasz na froncie opływałby w naboje, kule i środki wybuchowe, praca górnika byłaby wydajniejszą, mielibyśmy fachowego robotnika amunicyjnego, dostawca zagraniczny byłby nam niepotrzebny, nie zatrzymywano by transportów naszych w Czechach i

nie czyniono przeszkód w Anglii, a co najważniejsza dla skarbu i finansisty polskiego, że rok temu mielibyśmy możność wybudowania fabryk kosztem dziesięciokrotnie mniejszym i w lepszym warunkach, niż dzisiaj.»

«Niechaj się nam nie wydaje, że my sami jesteśmy w stanie budować przemysł amunicyjny i wybuchowy, eksperci i maszyny (zarówno jak i surowiec) zagraniczne są nam niezbędne, ale byłoby błędem do pracy tej dopuścić najbliższych naszych sąsiadów Niemców i Austriaków, jak było błędem ze strony Belgji polecieć budowę fortów w Liège firmom niemieckim.»

Od takich słusznych wystąpień roi się w tej chwili w naszej prasie... Oby nie zapóźno tylko. Winnych tego rodzaju gospodarki powinno się przepędzać natychmiast i, miast wyrzekać, zabrać się do czynu, do działania. Ufajmy, że Rada Obrony Narodowej, pod przewodem Naczelnika Państwa, zdoła będzie się na wolę i na energię. Usunie niezdolnych, nieodpowiednich, pozbedzie się ludzi nie właściwie zajmujących stanowiska i zdoła ocknąć porządek narodowy i porywem tym wypełnić braki, których przyczyniła zła czy poprostu tylko niedołęzna gospodarka administracyjna.

RABUNKI AUSTRO-NIEMIECKIE

Już w początkach wojny Niemcy zrozumieli, że może im grozić brak surowców do produkcji żelaza, o ile tylko w tym względzie zawczasu nie będzie zaprowadzona odpowiednia gospodarka. To też po zajęciu b. Królestwa Kongresowego, niezwłocznie zaczęli wywozić wszelkie surowce, mogące im służyć do wspomnianego celu. Na początku 1915 roku, utworzono Towarzystwo «Erzverwertungsgesellschaft» z siedzibą w Katowicach, które miało na celu utworzenie zorganizowanego wywozu do hut górnośląskich, znajdujących się w naszych hutach, surowców, niezbędnych do fabrykacji żelaza. W aktach, dotyczących działalności wspomnianego towarzystwa, są szczegółowe wykazy materiałów surowych, znalezionych w naszych hutach, które wywieziono do Niemiec w ciągu okresu od 1 lutego do 31 grudnia 1915 r. Na zasadzie tych aktów okazuje się, że w tym czasie wywieziono: bogatej rudy krzyworskiej 110,829 ton, rudy manganowej 1,693 tony, rudy krajowej surowej 53,372 tony, rudy prażonej 5,647 ton, szlaku hutniczej i dawnej fryszerskiej 16,786 ton, ferromanganu i szpiglu 225 ton, wreszcie różnych innych materiałów, jak wypalki pirytowe, brykiety z kurzu wielkopieczowego itp. 3,455 ton. Z Huty Bankowej oraz z zakładów Ostrowieckich i Starachowickich austriacy wywozili na swoją rękę, to też zapasy, zabrane z tych hut, w wykazach niemieckich nie figurują. Ogólna ilość rudy i materiałów topnikowych rzeczywiście wywiezionych przez okupantów, jest znacznie większa, niż wyżej pokazana. Co się tyczy ferromanganu i szpiglu, to niewielkie wywiezione ilości można objaśnić tem, że Niemcy przedewszystkiem rzucili się na te surowce, których szczególnie dotkliwie im brakowało, i wywieźli je odradu, jeszcze przed zorganizowaniem wymienionego wyżej Towarzystwa.

Jest to, oczywiście, jedna tylko karta z długiego rejestru rabunków okupacyjnych.

Nasze dzisiejsze wyniszczenie mamy głównie i jedynie do zawdzięczenia rabusiom austro-niemieckim.

NOWINY POLITYCZNE

— **Uznanie niepodległości Litwy.** Na skutek uchwały Rady ministrów, minister spraw zagranicznych, książę Sapieha, wysłał dn. 4 b. m. do ministra spraw zagranicznych Litwy telegram, w którym komunikuje decyzję rządu polskiego o uznaniu niepodległości republiki litewskiej de facto. W telegramie tym ks. Sapieha wyraża nadzieję, że stosowanie zasad sprawiedliwości względem mniejszości narodowych ze strony obu państw, przyczyni się do utrwalenia przyjaźni między Polską a Litwą.

— **Sprawa polska w Spaa.** Na konferencję w Spaa przybył, wysłany przez Radę Obrony Narodowej, minister i prezes gabinetu p. W. Grabski. Delegacja polska ma, według oświadczeń angielskich, charakter ekspertów, powołanych do wypowiedzenia się w kwestjach, polski dotyczących. Rozgrywające się na froncie polskim wypadki wysunęły sprawę Polski na pierwszy plan. Aljanci interwenjują ze swej

strony dość stanowczo, żądając od rządu sowie-
tów zawarcia z Polską rozejmu i zapowiadając,
w razie odmowy, energiczne wystąpienie po
stronie polskiej. Rząd sowietów domaga się
wzajemnego uznania go przez mocarstwa. Kto wie,
czy w ten sposób uznania tego nie osiągnie.

— Watykan i rząd sowiecki. Telegramy
donoszą, że, na zaproszenie rządu sowie-
tów, Watykan wysłał swoją misję do Rosji. Jak widać
stosunki «handlowe» z bolszewikami zaczynają
na dobre kusić wszystkich. A może delegatem
będzie Monsignor Ratti, wysłany onego czasu do
świty von Beselera a obecnie sprawujący god-
ność legata w Warszawie przy Rzeczypospolitej?

— Kwestja agrarna na Litwie. Parla-
ment litewski, dnia 18 czerwca, uchwalil w trze-
ciem czytaniu prawo, które zabrania właścicielom
majątków, posiadającym ponad 70 dzies.
ziemi, sprzedawać ją bez zezwolenia rządu; poz-
wolenia zaś na sprzedaż ziemi mogą być wyda-
wane tylko pod warunkiem, by otrzymane za
ziemię pieniądze były użyte na podniesienie sta-
nu gospodarki i że ziemia ta będzie sprzedana
nie posiadającym robotnikom rolnym, nie więcej,
niż po 20 dzies.

Z POLA BITWY

Walka wre na całym naszym wschodnim
frontie zajadła, zązarta, okrutna.

Wojska nasze obecnie trwają na stanowiskach
między Mińskiem i Baranowiczami a Kow-
lem i Luckiem, mając pośrodku błota Pińskie.
Jest to pozycja ich centralna. Na południu krwa-
we bitwy toczą się w okolicach Równego i na
granicach Galicji. Na północy walka jest wyjąt-
kowo zacięta. Wojska bolszewickie usiłują wy-
przeć nas, osiągnąć granic Litwy i, po przez
Litwę, otworzyć sobie komunikację z Prusami
wschodnimi!.. Frontu tego broni dzielnie gene-
rał Szeptycki, jeden z naszych najlepszych tak-
tyków, dowódzca wypróbowanej miary, oficer
zawodowy i sztabowiec znakomity. Napór tutaj
jest piekielny... Wojska nasze musiały zaniechać
walk nad Wilją, cofają się, zniewolone do licze-
nia się z możliwością napadu litewskiego a może
i pruskiego poprostu. Należy oswoić się z myślą
opuszczenia przez nasze wojska Wilna i wogóle
należy mieć na uwadze, iż wymagania strate-
giczne mają w podobnych razach nieubłaganie
swe prawa, nie mogące liczyć się z wrazeniami
zewnętrznymi.

Front nasz, w tej chwili, dąży do skrócenia
swej rozciągłości, a tem samem do większego
skoncentrowania sił i wytworzenia tem silniej-
szych punktów oparcia.

Zresztą nie czas w tej chwili na żale, narze-
kania, wytykanie błędów, trzeba stawać w szre-
gu, z karabinem w ręku i bronić ojcowizny,
wolności bronić.

ALBO — ALBO

Pozwalamy sobie zwrócić uwagę czasopism
naszych krajowych na błędną taktykę stałego
lekcważenia sił i armii sowieckiej.

Od szeregu miesięcy, niemal w każdym czasopi-
smie, znajdowały się wiadomości, przedstawia-
jące wojska bolszewickie, jako gromady bezład-
ne, źle uzbrojone, zgłodniałe, pędzone przemocą
na nasze linie bojowe, pozbawione nowoczesnego
materiału bitewnego, słowem jako bandy,
które, same przez się, nie mogą przedstawiać
godnej uwagi siły. A równocześnie, od pewnego
czasu, obok tych informacji, ukazywały się ko-
munikaty, mówiące o samolotach bolszewickich,
czołgach bolszewickich (tankach), kartaczow-
nicach, pociągach pancernych, płatowcach itp.

Podobna taktyka jest nie tylko błędna, lecz
mimowoli demoralizująca. Aby zmódrz nieprzyja-
ciela, trzeba go przedewszystkiem znać, lepiej
przeceniać jego siły niż je lekceważyć. Żołnierz
nasz, dający na froncie dowody szalonego męż-
stwa, zniewolony do stawienia czoła przeważają-
cemu naporowi mrowia rosyjskiego, zapewne ze
zdumieniem dowiaduje się o tych bezładnych,
niekarnych, włokących się z przymusu cizbach...
Żołnierz zaś młody, niedoświadczony jeszcze,

nieostrzelany, w pierwszym starciu, pod wpły-
wem lekceważących wartości bojową bolszewi-
ków wieści, wpada w rozterkę, musi słabnąć w
zapale.

Równocześnie Europa, świat cały, nastuchaw-
szy się powtarzanych za nami, polakami, infor-
macji o rozkładzie wewnętrznej armii bolsze-
wickiej, o jej nędznej organizacji, o skwapliwie
rozgłaszanych nowinach, jakoby już na tyłach
sowieckich wojsk wrzało powstanie... nie docze-
nia olbrzymich wysiłków naszej Rzeczypospolitej,
nie zdaje, sobie sprawy z ponoszonych przez nas
ofiar.

Godzi się to wziąć pod uwagę baczną.

*** Odnalezienie regalji polskich, kró-
lewskich.** Na odpowiedzialność prasy warszawskiej
i z całym dobrodziejstwem inwentarza, powtarzamy
poniższą sensacyjną nowinę o znalezieniu jakoby
królewskich regalji polskich.

«Z Włodzimierza Wołyńskiego piszą, że od kil-
ku dni ludność polska tego miasta poruszona
jest niezwykle zdarzeniem odnalezienia w tem
mieście «regalji królewskich», o które naród
polski czyni poszukiwania od lat stu, nie znając
gdzie podziały się insygnia królewskie podczas
rozbiorów Polski. W tych dniach, kapitan mi-
grodzki, w towarzystwie jednego z urzędników
państwowych i dwóch żołnierzy, przybył do
miejscowego kościoła parafjalnego i oznajmił
władzy kościelnej, że ma polecenie od władz
wyższych zrewidowania podziemi kościelnych.
Po tem oznajmieniu, p. Żmigrodzki udał się do
piwnicy kościelnej, polecił żołnierzom we wska-
zanym miejscu rozwalić mur, gdzie we framudze
znaleziono jakies przedmioty, podobne do «re-
galji królewskich». O znajdowaniu się tych re-
galji proboszcz parafji i całe jego otoczenie nie
wiedziało. Kapitan Żmigrodzki, zabrawszy przed-
mioty, jak je nazywa proboszcz «regalja króle-
wskie», wraz z żołnierzami i urzędnikiem udał się
do Warszawy pierwszym odchodzącym pocią-
giem. Po tym wypadku przybył do Włodzimierza
Wołyńskiego biskup Łucko—Żytomierski, ks. Ig-
nacy, który dowiedziawszy się o zasłyszanej fakcie,
doniósł do Warszawy odnośnym czynnikiem i
zażądał wyjaśnienia, kto upoważnił kapitana
Żmigrodzkiego do zabrania z piwnicy kościelnej
regalji, kto wskazał i z jakich źródeł, że regalje
te przechowywały się we Włodzimierzu Wołyńskim,
bo samemu biskupowi i duchowieństwu tego de-
kanatu o tem nie było wiadomo. Należałoby,
aby władze warszawskie dały wyjaśnienie w tej
sprawie».

NASZE SOKOLSTWO

Każdy komu czysta idea sokola jest drogą,
który w sokolstwie szukał ciężyny narodowej a
nie chciał w niem mieć partji politycznej, ten z
uczuciem zazdrości niezawodnie wczytywał się
w szczegóły wielkich zawodów sokolich, które
odbywały się temi dniami w Pradze czeskiej.
Podczas gdy u nas, w Polsce, Sokolstwo spadło
do wątej organizacji sportowej, nie zdoławszy,
wskutek zbiegu warunków zewnętrznych, ani
odegrać wybitniejszej roli czasu wojny ani czasu
dźwignia się Ojczyzny, gdy stanowi w tej
chwili nieliczne stosunkowo zrzeszenia, ulega-
jące niezaprzeczenie politycznym prądom i nie-
władne zdobyć sobie należytej popularności, —
w Czechach, nie tylko święci obchody, lecz
staje się czynnikiem pierwszorzędnym pracy
ogólno-społecznej.

Uroczystości sokole w Czechach zamieniły się
w święto narodowe, w szereg manifestacji do-
niosłych, zebrały bowiem przedstawicieli wszyst-
kich mocarstw, przedstawicielom tym zaimpono-
wały, nawróciły wielu z nich na wiarę czeska...

W imieniu Francji wystąpił tak znakomity mąż
stanu i tak nam, polakom, dygnitarz przychylny,
jak były prezes ministrów i może przyszły
prezes ministrów, p. Barthou... i z Pragi czeskiej
przywiózł Paryżowi słowa zachwyty dla czes-
kiego sokolstwa. Równie gorące uznanie ponie-
śli Czechom przedstawiciele innych mocarstw,
którzy «ze wruszeniem» poglądali... na dwie
piękne postacie w żalobie... Postacie, wyobra-
żające Cieszyn i Śląk !!

Sokoli czescy wygrali swemu krajowi po-
ważną bitwę i taką, która będzie miała nastę-
pstwa...

A sokoli nasi? Nasi sokoli, mówimy o polskich
sokolach w Polsce, są ciągle jakby na indeksie.
Sprzyjają im pewne tylko stronnictwa, a pewne
znów stronnictwa uważają ich za czynnik reakcyjny.
Czy słusznie? Czy nienależałoby, przeciwnie,
wspierać poszarpane przez wojnę krajowe

organizacje sokole i przyczynić się do rozkwitu
idei sokolej? Czy nie należałoby wesprzeć dąż-
ności do pewnego ruszenia się naprzód Sokolstwa
krajowego?

Sokolstwo polskie ma wszak potężne u nas
zasługi. Jeżeli zaś nie zdołało na ziemiach pol-
skich sięgnąć, podczas wojny ostatniej, po śnione
wawrzyny, zdobyło je krwawą ofiarą, złożoną
na ołtarzy Ojczyzny przez Sokolstwo polskie za-
chodniej Europy a dalej przez tęgie, zwarte
Sokolstwo polskie w Stanach Zjednoczonych...
bo przecież zagraniczne sokolstwo polskie jest
wszak tylko emanacją Sokolstwa krajowego.

Czasy się zmieniły, Sokolstwo krajowe musi
przeorać się samo przez się, ruszyć naprzód
nieco, wyzbyć się pewnych, może przestarzałych
na dzień wyzwolenia, form; obojętnie przecież
trzeba, aby zgóry, ze sfer wpływowych, powiał
ku mrowiu Sokolstwa polskiego inny, lepszy
wiew, jako do organizacji demokratycznej,
łączącej w sobie wszystkie stany, wyrabiającej
ducha obywatelskiego, krzepiącej mięśnie, orga-
nizacji, powołanej do mnożenia sił ogólnonarod-
owych a nie partyjnych.

OFIARY

Nadesłano nam na wczasy letnie dla
Dziatwy Polskiej następujące ofiary:

WPP: Stanisław Olszewski z Neuilly 10 fr; —
Tomasz Niwiński z Troyes 20 fr; — M. Augusty-
niak 5 fr; — Stanisławowa Kossakowska 10 fr; —
Piotr Faliński, po raz drugi, 10 fr; — a nadto na-
desłane nam przez p. M. Augustyniaka 5 fr. jako
ofiary na wydanie Historji Armji Polskiej we
Francji, pozwalamy sobie również na rzecz
Dziatwy przekazać, ileż darów na ten cel nie
możemy przyjmować. Ogółem otrzymaliśmy 60 fr.
Łącznie z ogłoszonymi podotąd (1217 f. 75 cent.
patrz numer 25 POLONII) otrzymaliśmy ogółem
1277 fr. 75 cent.

Wyglądamy z upragnieniem dalszych ofiar.
Na rzecz Zakładu św. Kazimierza WP.
Tomasz Niwiński z Troyes nadesłał nam 20 fr.
Ofiarę tę, łącznie z poprzednio nadesłanemi
na ten cel 40 fr. (razem fr. 60) przekazaliśmy
p. Skarbnikowi Zakładu św. Kazimierza.

Przejezdnym Rodakom Administracja POLO-
NII udziela bezinteresownie wskazówek i infor-
macji we wszystkich kwestjach i sprawach ban-
kowych, przemysłowych, handlowych, konsu-
larnych. Można zgłaszać się codziennie, między
godzinami 5 a 6 po południu.

— Prawosławie na Ukrainie.

Dziennik Poznański ogłasza ciekawy przy-
czynek do historii prawosławia na Ukrainie, wed-
ług oświadczeń działacza ukraińskiego, p. T.
Jefremowa.

« Urzeczywistnienie niezależności cerkwi
ukraińskiej, zostało zasadniczo zdecydowane i
obecnie przedsiębrane są w tym celu pierwsze
kroki. Dawniej całe wyższe duchowieństwo na
Ukrainie było specjalnie dobierane. Archirejów-
ukraińców wysyłano przeważnie do Wielkorosji,
wielkorosjan zaś na Ukrainę.

« Sobór z r. 1916, był przedstawicielem oficjal-
nych sfer cerkiewnych. Składając się ze zręcz-
nie dobranych przez władzę przedrewolucyjną
rusyfikatorów, odrzucił on ideę autokefalii cerkwi
i ciążył ku Moskwie.

« Obecnie sytuacja się zmienia. Są infor-
macje, że patriarchat powszechny zgadza się na
uznanie niezależności cerkwi ukraińskiej. Tym-
czasem zaś odbywa się proces ukrainizacji nabo-
żeństw cerkiewnych.

« Życie dziejowe narodu odbiło się na języku
tych nabożeństw, który na Ukrainie stał się na-
rodowym, znacznie się różniąc od moskiew-
skiego.

« Stan taki trwał do końca XVIII wieku. Do-
piero w końcu XVIII wieku Katarzyna II wy-
dała « ukaz », « ażeby w cerkwiach na Ukrainie,
podczas nabożeństwa, przemawiał głosem wła-
ściwym narzeczu rosyjskiemu ».

« Paweł I, w r. 1800, wydał ukaz, zabraniający
stosowania w cerkwiach ukraińskich architek-
tury ukraińskiej. Oto dlaczego wszystkie nowe
cerkwie zbudowane są w stylu moskiewskim.

« Na Ukrainie prawobrzeżnej, oddawna istnieje
zwyczaj narodowy stawiania na rozstajach figur
i krzyżów. W latach 70—80 zaczęto je burzyć i
zabraniać ich stawiania na mocy ukazu Synodu,
z inicjatywy hr. Tołstojczy Pobjedonosewa.
Później, w latach 90, zabroniono archirejom no-

szczenia na mitrze krzyżyka. Widać z tego, że przyjaznych stosunków pomiędzy ukraińskimi działaczami cerkiewnymi a rusyfikatorami być nie mogło.

«Obecnie w cerkwi ukraińskiej wrócono do pronuncjacji ukraińskiej, zabronionej przez Katarzynę II. Niektóre nabożeństwa ukraińskie odprawiane są już w języku ukraińskim. Wśród ludu rozpowszechniana jest Ewangelja św. w przekładzie ukraińskim.»

KONKURS

Celem obsadzenia katedry zwyczajnej budowy maszyn kolejowych w Szkole Politechnicznej we Lwowie, ogłasza się niniejszym konkurs z terminem do końca lipca 1920 r.

Podania mają być wystosowane do Ministerium Wyznań Religijnych i Oświecenia Publicznego w Warszawie i zaopatrzone w opis życia kandydata, świadectwa odbytych studiów, zajęć w praktyce, w prace naukowe i inne dokumenty, jako też dowód dokładnej znajomości języka polskiego. Podania te i załączniki (zaopatrzone przepisami znaczkami stemplowymi) należy wnieść do Rektora Szkoły Politechnicznej przed upływem terminu konkursu.

Osobliwe nominacje.

Nominacje polskie na przeróżne urzędy co chwila wywołują powszechne zdumienie i są przedmiotem istotnie oplakanych na ten temat wywodów.

Przed dwu miesiącami, naprzykład, na wicekonsula polskiego w New-Yorku, zamianowano niejakiego p. Cwikla, czelaka, który poniewierał się przez szereg lat w Stanach Zjednoczonych i znany był powszechnie z nieporządnego życia. Nastąpił, na szczęście, potest Polaków amerykańskich i stanowcze *velo* polskiego w Washingtonie. I p. Cwikla, który był zjechał urczyście do New-Yorku, ku przerażeniu wprost tamtejszych Rodaków, wyprawiono z powrotem do Europy.

Zaczęto więc zważać bardziej na przeszłość i zamianowano, na odmianę, konsulem polskim w Chicago p. Nowickiego, zacnego, poczciwego sędziego. I oto p. sędzia jedzie do Chicago dlaczego? Dlatego, że nigdy w życiu zagranicą nie był, językami nie włada, i oczywiście wyrobienia potrzebnego nie posiada. A przecież tenże sam p. Nowicki mógłby dzielnie służyć krajowi w właściwym i może wybitniejszym w kraju stanowisku. Nominacje chcą jednak gwałtem, aby koniecznie zacy ten człowiek był kiepskim konsulem w Chicago.

Za to w Argentynie, wbrew wszelkim protestom, zamianowano konsulem generalnym niejakiego p. Szulca, o którym, nawet naszych rąk, doszedł szereg przedmiotowych protestów. P. Szulc był narodoowo niepewnym przed wojną, podczas wojny firma jego znajdowała się na czarnej liście, miał niegdy z moskalami jakieś kombinacje osobiste, był czynnym działaczem «Germanii». Cóż to znaczy? Cóż znaczy wogóle, że gromady całe Rodaków w Argentynie zdumiewają się? P. Szulc dostał nominację tymczasem. Nim zaś odwołanie nastąpi, siłą rzeczy niewątpliwie autorytet władzy polskiej ucierpi na czas dłuższy.

W Ameryce miała się prowadzić agitacja za pożyczką polską, potrzeba ku temu bardzo dzielnej, wytrwałej i specjalnej propagandy. Została wysłana więc misja polska, na czele jej stoi Dr. Stefczyk. Nie znamy Dra. Stefczyka, wierzymy zgóry, że jest specjalistą odpowiednio zaprawionym do przeprowadzania takich operacji. Natomiast do pomocy p. Stefczykowi dodano pp. Władysława Reymonta i Zdzisława Dębickiego... Dlaczego? Co w podobnej robocie może dopomóc pp. Reymont lub Dębicki? Pierwszy może napisać doskonałą powieść, drugi szereg doskonałych, pogodnych impresji z podróży. A pożyczka? Pożyczka, jeżeli nie zdola zmobilizować wyjątkowo uzdolnionych ludzi, przy największej energii samego p. Stefczyka, spali, nie osiągnie summy potrzebnej, sumy zakreślonej. Czy to możliwe? Nawet pewne. Wiedzą o tem już polacy amerykańscy, wiedzą ci wszyscy, którzy o wymaganiach podobnie twardej roboty mają wyobrażenie. Trzeba więc było dać p. Stefczykowi wyszkolonych odpowiednio pomocników a pp. Reymonta i Dębickiego można było wysłać, także na koszt państwa, dla celów literackich, na których się znajdują i rozumieją świetnie.

Oj te nominacje nasze, oj te protekcje, czapki, papki i sole sarmackie!

WYPIS Z KATALOGU POLONII

- | | | |
|--|------|------|
| 1) Podręcznik do nauki Języka Francuskiego dla Polaków, ułożony przez Izę Zielińską..... | 3 50 | 4 25 |
| 2) Podręcznik do nauki Języka Polskiego dla Francuzów, metoda Batignolska..... | 4 50 | 5 25 |
| 3) Słowniki: Francusko-Polski Polsko-Francuski, poprawne, każdy oddzielnie, po..... | 3 50 | 4 25 |
| 4) Słownik Wojskowy Francusko-Polski przez W. Gąsiorowskiego..... | 3 50 | 4 » |
| 5) Mapa Polski, etnograficzna w kolorach..... | 3 50 | 4 » |
| 6) Mapy Polski polityczne, w kolorach, po 5, 6 i 7 fr. z przesyłką pocztową po 6, 7 i 8 franków. | | |
| 7) Mapa Francji w kolorach..... | 1 75 | 2 50 |
| 8) Śpiewnik Polski z nutami, pieśni narodoowe i religijne, układu ks. Więckowskiego..... | 4 50 | 5 25 |
| 9) Śpiewniki Polskie dla młodzieży polskiej w cenie od jednego franka do dwu fr. 50 cent. z przesyłką od 1 fr. 50 cent. do 3 fr. | | |
| 10) Samouczek Polsko - Angielski, kompletny, z rozmówkami, dwa tomy, ze wskazówkami szczegółowymi, dotyczącymi Ameryki, za dwa tomy razem..... | 10 | 11 |
| 11) Album Polaków w Armji francuskiej (1914-1917), około 700 portretów, tekst w języku francuskim..... | 6 » | 6 50 |
- Liczby w drugiej rubryce oznaczają ceny z przesyłką pocztową.*
Przesyłki pieniężne adresować należy: **POLO-
NIA, 3 bis, rue La Bruyère, Paris IX.**

WEZWANIE.

Polska jest w niebezpieczeństwie.
Po wszystkiej Ziemi naszej rozlegają się rozpaczliwe wezwania do obrony.
Kolonja Polska w Paryżu ma, w tym razie, obowiązki do spełnienia. Powinna zaapelować do opinii francuskiej.
W tym celu ma być zwołany wiec manifestacyjny. Dla wspólnego zorganizowania tego wiecu, wzywa się niniejszym wszystkie Instytucje i Stowarzyszenia polskie w Paryżu do wydelegowania po dwu lub trzech przedstawicieli swych na naradę, odbyć się mającą we wtorek, dnia 20 bm. lipca, o godzinie 8 i pół wieczorem, w łaskawie udzielonym lokalu tygodnika **POLO-
NIA, 3 bis, rue La Bruyère, Paris IX.**
W szczególności wzywa się następujące Instytucje i Stowarzyszenia polskie:
Bibliotekę Polską, Szkołę Polską, Komitet Weteranów, Sokoła, Pracujących Polaków, Stowarzyszenie byłych Uczniów szkoły Polskiej, Związek Polek, Misję katolicką, Stowarzyszenie Młodzieży Akademickiej, Stowarzyszenie Urbanistów, Stowarzyszenie «Powrót», Stowarzyszenie Artystów Polskich, Stowarzyszenie imienia Klaudivi Potockiej, Stowarzyszenie b. uczennic Hotelu Lambert i Komitet Wolontarjuszów Polskich Armji Francuskiej.
Niniejsze wezwanie prosimy uważać za imienne zaproszenie.
Paryż, dnia 16 lipca, 1920 roku.
Zarząd Stowarzyszenia Techników w Paryżu.

KRONIKA

◊ **Co czynić?**
Niepokój dręczy wszystkie, co gorętsze, serca polskie. Każdy myślący polak uczuwa w tej chwili potrzebę działania, potrzebę czynu, obowiązek przyłożenia się do dobrej sprawy. Nadchodzi do nas liczne zapytania i cóż czynić, jakże działać, cóż my, na obczyźnie rozproszeni? Pytania te przypominają chwile pamiętne przed niewielu laty, kiedy to, podzieleni, rozczłonkowani, w samolubnym odosobnieniu bytujący Rodacy, naraz, nagle, poczuli zrodumieni niemoc swoją dlatego właśnie, że w pojedynkę, samopas zwykli byli chodzić po świecie... Iluż wówczas Rodaków pędziło, biegiem, szukało polskiego punktu oparcia, szukało tej ręki bratniej, od której przez tyle nieraz lat się odwracali!.. Byli

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski

w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędných domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.

Ceny umiarkowane.

WODA KWIATOWA

ZMARTWYCHWSTANIE

Eau de Cologne aux Fleurs Polonaises

WYRABIANA W PARYŻU

PRZEZ

TOWARZYSTWO FRANCUSKIE PERFUMERJI

BROCARD & C^{IE}, PARIS

Sprzedaż hurtowa i wywóz:

8, rue Nouvelle, PARIS IX^e.

Sprzedaż detaliczna: **Maison Longueville,**

346, rue Saint-Honoré (przy place Vendôme)
i **Maison Jean, 81, avenue des Ternes.**

wszak Rodacy, którzy, po dwu latach dopiero pokutowania za swą niezaradność, za to stronięcie, w obozie koncentracyjnym, dowiadywali się nagle, że przecież w Paryżu pracuje bez wyłączenia Polski Komitet i legitymuje polaków i dobywa ich z utrapień!.. Takich było dziesiątki całe. Czasy idą znów ciężkie dla nas, polaków. Należy nie tylko już uczynić zadość głosowi polskiego sumienia, lecz może i o własnej pamiętać korzyści w danym razie.

Co czynić?

Trzeba się łączyć z Rodakami, garnąć do nich i przygarniać do się innych, zwierzać w gromady, unikać poniewierania się zdala od kół polskich. Czasy mogą się zmienić. Ci, którzy dziś poglądy na innych z wysokości swego dygnitarstwa, dostojności, zamożności, mogą potrzebować tych właśnie, na których patrzy zgóry. Trzeba wzajemnie pomagać sobie, trzeba iść ręką w rękę. My tutaj nie potrzebujemy spierać się o partyjne poglądy, bo możemy wszyscy zgodzić się na jeden jedyny pogląd wszystkim jednako wspólny, jednako drogi. Bądźmyż społecznością a wówczas wiele utrapień, wiele przykrości nas ominie. Jeden człek prozkiem jest marnym, jest sobie wątłym kamyczkiem, jest tylko szarakiem, któremu lada kto może drzwiami przed nosem trzasnąć, choćby sobie był naby całym panem. Siłę stanowi dopiero gromada.

Kto ma uszy do słuchania niech sobie to zapamięta. Niech zapamięta nie tylko wówczas, gdy czuje się maluczkiem, lecz i gdy mu zdaje się, że jest wielkim.

◊ **Wiadomości Kościelne.**

W nadchodzącą niedzielę, w Kościele Polskim, dnia 18 b. m. o godzinie 10 1/2 zrana odbędzie się nabożeństwo, które odprawi ks. Dyla; przybyły z Rzymu ks. Dr. Michalski wygłosi słowo Boże. Sędziwy Rektor Misji, ks. Prałat L. Postawka pisze do nas z tego powodu:

«Krew i łzy leją się strugami na naszej Polskiej Ziemi. Postanowiłem wezwać Was, Najmilsi Bracia, na uroczyste nabożeństwo błagalne za naszą Ukochaną Matkę Polskę. Proszę więc Was, Kochani Bracia, abyście się tłumnie zgromadzili w kościele naszym, przed obrazem Królowej Naszej abyśmy modlitwą wspólną uprosili oddalenie cierpień biednej Ojczyzny naszej».

◊ **Wyjaśnienie Misji Wojskowej Zakupów.**

Na skutek notatki, zamieszczonej przez nas w numerze 24 POLONII z dnia 3 lipca, Misja Wojskowa Zakupów nadsyła nam następujące wyjaśnienie:

«Sprawa zarzutów, czynionych u. w. VI. r. Edwardowi Kurowskiemu była swego czasu przez

